



RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER INTERMEDIAIRE ET RENOVATION D'UN APPARTEMENT

133, LE GRAND CHEMIN
33550 HAUX

CCTP - LOT N° 08 PARQUET

Maitre d'ouvrage

Commune de Haux

1 Route Départementale 239 Nord
33550 HAUX
Tel: 05 56 23 05 22
Mail: contact.mairie@haux33.fr

Maitrise d'œuvre

[Aspaï] architectes

62 rue Goya
33000 Bordeaux
Tel: 06 70 81 68 30
Mail: contact@aspai-architectes.com

CCTP - LOT n°08 PARQUET1

1. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....3

A. Objet3

B. Définition du programme3

C. Définition du projet de base3

D. Pièces à produire3

E. Contenu des prix4

F. Dossier des Ouvrages Exécutés4

G. Sous traitance4

H. Pénalités de retard.....4

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....5

A. Généralités5

B. Prix unitaires5

C. Présentations des offres de prix5

D. Etanchéité à l'air de la construction5

E. Nettoyage - Evacuation des gravats5

F. Protection des ouvrages réalisés5

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE PLOMBERIE.....5

A. Fourniture et pose d'un parquet neuf6

B. Fourniture et pose de barre de seuil6

C. Vitrification.....7

D. Protection7

1. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

A. Objet

Le présent document a pour but de définir, au stade du Dossier de Consultation des Entreprises (Dossier DCE), les prestations se rapportant au :

LOT N° 08 - PARQUET

Avant de remettre ses prix et afin de mieux apprécier l'étendue des prestations qui lui sont demandées, l'Entrepreneur devra se rendre sur place, faire une visite des lieux et proposer le cas échéant toutes sujétions, il devra également prendre connaissance des lieux et d'étudier dans son offre de prix tous les problèmes d'approvisionnement du chantier et accessibilité, installation et implantation du matériel de chantier, etc...

Aucun travail supplémentaire provenant du fait de la méconnaissance des lieux ne sera accepté.

B. Définition du programme

Le présent programme concerne le projet de RESTRUCTURATION D'UN PLANCHER INTERMEDIAIRE (FERME) et LA RÉNOVATION D'UN APPARTEMENT (OPTIONNEL) pour le compte de la commune de HAUX

L'établissement est un ERP de type N à RDC et un appartement de fonction au R+1.

L'effectif de l'établissement le classe en 5ème Catégorie.

C. Définition du projet de base

Le projet de base sera conforme aux plans, descriptifs et à toutes les pièces constituant le présent dossier.

Les indications de marques et référence de matériel sont données pour fixer un niveau de qualité ou de performances. Si l'entrepreneur propose d'autres matériels que ceux préconisés, il devra justifier que les matériels proposés sont de qualité et performance équivalentes

Pour certains types de matériel ayant des spécifications particulières (encombrements, technicité, etc...), il ne sera pas admis d'équivalence.

D. Pièces à produire

Le titulaire du présent lot devra, dans les délais qui seront fixés à la signature des marchés, fournir les éléments suivants :

A la signature du marché :

- indications des temps des différentes tâches pour l'établissement du planning ;
- liste des matériels et moyens mis à disposition pour la réalisation des travaux.

En cours de chantier :

- la fourniture des plans de détails et d'implantation des ouvrages ;
- tous documents techniques qui pourront lui être demandés par le Maître d'Oeuvre, le Bureau de Contrôle ou le Maître d'Ouvrage.

A la réception :

- la fourniture des plans des ouvrages tels qu'ils auront été mis en oeuvre et exécutés, qui seront remis au Maître d'Oeuvre pour l'établissement du Dossier des Ouvrages exécutés ;
- les éléments définis à l'article " Dossier des Ouvrages Exécutés " ci-après ;
- fournir en plus et en trois exemplaires au Maître d'Ouvrage un dossier complet comprenant les modifications apportées au dossier initial, les fiches techniques des matériaux employés, les fiches d'entretien des matériaux employés certifiés par le fabricant.

E. Contenu des prix

Pour l'établissement de son prix, l'entrepreneur devra considérer les conditions d'exécution des travaux et prendre parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constituant le présent dossier.
Les entreprises ne pourront, en aucun cas, arguer de la méconnaissance des conditions particulières d'exécution pour obtenir des travaux supplémentaires.
L'entreprise du présent lot devra intégrer dans ses prix unitaires la mise en place d'un chauffage provisoire et temporaire des locaux pour une bonne réalisation de ses travaux (problèmes d'humidité en périodes froides, etc...).

Les entreprises devront tenir compte - pour l'établissement de leur prix - des remarques et obligations formulées dans le plan général de coordination (P.G.C.) fourni par le coordinateur Sécurité Santé.

Toutes les dispositions de sécurité et de protection de chantier seront incluses dans les offres.

F. Dossier des Ouvrages Exécutés

A la fin des travaux, l'entrepreneur devra remettre un dossier technique complet comprenant 3 exemplaires de l'ensemble des plans d'exécution mis à jour, dont un exemplaire " reproductible " + 1 dossier sur support informatique.
Ces plans retranscriront fidèlement les ouvrages tels qu'ils ont été exécutés (plans des ouvrages exécutés) avec repérage des matériaux mis en oeuvre.
Il devra aussi fournir une Attestation de conformité à toutes les règles d'exécution en vigueur.

G. Sous traitance

L'entreprise qui souhaiterait répondre à ce lot via la sous traitance d'une autre entreprise, devra remettre avec son offre un dossier administratif composé des éléments permettant d'assurer la compétence de l'entreprise sous traitée.

Le dossier devra être composée des éléments suivants :

- Contrat de sous traitance mentionnant le lot et le projet du Cabinet Médical
- La copie de leurs attestations d'assurance à jour
- Une déclaration sur l'honneur du gérant certifiant que ce dernier est à jour de toutes ses obligations fiscales et sociales en ce qui concerne son entreprise.
- Une déclaration sur l'honneur du gérant certifiant que l'ensemble du travail réalisé dans le cadre de ce chantier sera réalisé par du personnel salarié employé régulièrement aux regards des articles L 143-3 et L 620-3 du code du travail.
- Les attestations professionnelles et les qualifications relatives aux travaux projetés et décrits dans le présent document de consultation.

La sous traitance est possible pour une partie des missions de ce lot mais n'est pas autorisée pour la totalité du lot, selon la loi du 31 décembre 1975. De plus, la maîtrise d'ouvrage exige que les tâches principales du lot soient impérativement réalisées par l'entreprise répondant au marché et non par une entreprise en sous traitance (art. L2193-3 CCP).

H. Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux, qu'il s'agisse de l'ensemble du marché ou d'une tranche pour laquelle un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il sera appliqué une pénalité journalière de 1/1000 du montant de l'ensemble du marché ou de la tranche considérée. Ce montant est celui qui résulte des prévisions du marché, c'est à dire du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.
Le montant des pénalités sera plafonné à 5 % du montant du marché.
Les pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'oeuvre.

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

A. Généralités

Les travaux à la charge du présent lot comprendront la réalisation des ouvrages désignés ci après, conformément aux D.T.U., aux avis techniques relatifs aux matériaux à mettre en œuvre et aux Règles de l'Art.

Il est explicitement précisé que la responsabilité de l'Entrepreneur relative à la réalisation de ses ouvrages, inclus l'obtention des performances nécessaires à leur usage normal et à l'exécution de tous travaux, même non décrits, liés à cette réalisation.

B. Prix unitaires

Les prix unitaires comprendront les études nécessaires, la fourniture, le transport à pied d'œuvre, le déchargement, le montage et la mise en œuvre des matériaux et fournitures, les pertes et déchets éventuels, les échafaudages nécessaires, le nettoyage des locaux, l'enlèvement des déchets et résidus des matériaux fournis et mise en œuvre et tous les frais éventuels prévus au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux travaux de bâtiment faisant l'objet de marchés publics.

C. Présentations des offres de prix

Les offres de prix devront impérativement respecter les articles du cadre quantitatif ci-après. Les travaux supplémentaires jugés indispensables par l'Entreprise seront chiffrés à part.

D. Etanchéité à l'air de la construction

Les matériaux et principes constructifs mis en œuvre seront conformes à l'étude thermique.

Les entreprises devront réaliser leurs travaux de façon à atteindre la valeur de perméabilité à l'air suivante :
Selon documentation technique

Tout ouvrage non conforme sera repris sans restriction par les entreprises concernées pour atteindre l'objectif thermique attendu. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire réaliser des Tests d'étanchéité à l'air de la construction, ce à ses frais.

E. Nettoyage - Evacuation des gravats

L'entreprise devra assurer le nettoyage après chacune de ses interventions. Le Maître d'Ouvre imposera aux entreprises un nettoyage régulier, voir quotidien, lors des travaux.

En cas de non-exécution, un nettoyage sera assuré par une entreprise spécialisée et porté au compte de ou des entreprises défaillantes.

F. Protection des ouvrages réalisés

L'entrepreneur assurera pendant la durée des travaux, jusqu'à réception, la protection efficace de tous les ouvrages et matériels exécutés ou mis en place par ses soins.

L'entrepreneur sera responsable et aura donc à sa charge tous les frais de reprise et remise en état dus à un manque de protection des ouvrages.

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE PLOMBERIE

Le rez-de-chaussée est conservé et doit être strictement protégé durant toute la phase de travaux.

A. Fourniture et pose d'un parquet neuf

Les travaux comprennent la fourniture et la pose complète d'un parquet massif en pin, sur solivage bois existant ou neuf, après préparation du support et conformément aux prescriptions du présent CCTP.

Caractéristiques du parquet

- Essence : pin massif de première qualité, séché à cœur, sans nœuds traversants ni défauts majeurs.
- Épaisseur : 21 à 23 mm environ.
- Largeur : 100 mm selon disponibilité et choix de la maîtrise d'œuvre.
- Rainure et languette sur les quatre rives.
- Qualité : choix AB ou équivalent (selon NF B 54-001).
- Finition : brute, prête à poncer, ou pré-poncée selon prescription.

Avant pose, le solivage bois existant fera l'objet d'un contrôle de stabilité, de planéité et de rigidité.

Les points suivants seront vérifiés :

- Fixité des solives et absence de jeu ;
- Absence d'humidité anormale (taux < 18 %) ;
- Réfection ponctuelle des lambourdes ou voliges défectueuses si nécessaire.

Les irrégularités seront calées afin d'obtenir un support plan, sec et sain.

Mise en œuvre

- Réalisation d'une ossature secondaire selon nécessité
- Fourniture et pose de résilient type Phaltex ou équivalent sur tous les points d'appuis du plancher
- Pose à clouer sur solives existantes, avec fixation invisible dans les languettes
- Sens de pose perpendiculaire au solivage ou suivant les indications architecturales.
- Jeu périphérique de dilatation laissé en pied de murs et obstacles.
- Pose continue, joints soignés et ajustement précis aux menuiseries et passages de gaines.
- Les découpes et raccords seront réalisés proprement, sans éclats ni surépaisseurs.

L'entreprise devra s'assurer :

- De la planéité générale après pose (< 3 mm sous la règle de 2 m),
- De la stabilité du parquet et de l'absence de grincements,
- De la propreté et régularité des joints,
- De la conformité de l'aspect au choix validé par la maîtrise d'œuvre.

Le parquet sera livré prêt à recevoir la finition (vernis, huile, cire) qui sera réalisée par le lot Finitions ou par le présent lot selon répartition des prestations.

Localisation : ensemble du R+1, hors zones à carrelers

B. Fourniture et pose de barre de seuil

Fourniture et pose de seuils en bois dur (chêne ou équivalent), assurant la transition entre les zones parquetées et les revêtements carrelés.

Les seuils seront :

- En bois massif, d'une largeur adaptée au joint de fractionnement entre les deux revêtements,
- Profilés chanfreinés ou arrondis, sans arêtes vives,
- Ponçés et prêts à vernir ou huiler selon la finition du parquet,
- Fixés par vissage ou collage invisible, avec ajustement soigné du niveau entre les deux sols.

La teinte et l'essence seront assorties au parquet existant, et la finition réalisée après pose pour une uniformité parfaite.

Les ouvrages devront présenter une transition plane, stable et sans ressaut, conformément aux règles d'accessibilité en vigueur.

Localisation : aux raccords entre zone carrelées et zone parquet soit accès Sde et accès WC du R+ 1

C. Vitrification

Après pose et ponçage soigné du parquet en pin massif, il sera procédé à la vitrification complète de la surface afin d'assurer sa protection et sa durabilité.

La vitrification comprendra :

- Un ponçage fin et dépoussiérage intégral de la surface selon nécessité
- L'application successive de trois couches de vitrificateur polyuréthane ou acrylique en phase aqueuse, mat, satiné ou brillant selon choix de la maîtrise d'œuvre,
- Égrenage léger entre les couches pour une finition uniforme et durable.

Le vitrificateur utilisé devra être incolore, non jaunissant, classé A+ en émission de COV

Le rendu final devra être régulier, sans traces, surbrillance ni aspérités.

La pièce restera interdite à la circulation pendant le temps de séchage complet prescrit par le fabricant.

Localisation : ensemble du R+1, compris bois de seuils, hors zones à carreler

D. Protection

Le titulaire du présent lot aura à sa charge de fournir et poser une protection dès la réalisation de son ouvrage. Cette protection doit être adaptée à l'ouvrage réalisée (respirante, perméable ou autre), et être assez solide pour maintenir protégé les ouvrages jusqu'à la réception. L'entreprise devra prévoir une intervention pour la dépose et l'évacuation de ces protections à l'approche de la livraison, selon date donnée par le MOE

Localisation : ensemble de ses ouvrages